L'École et la Résistance

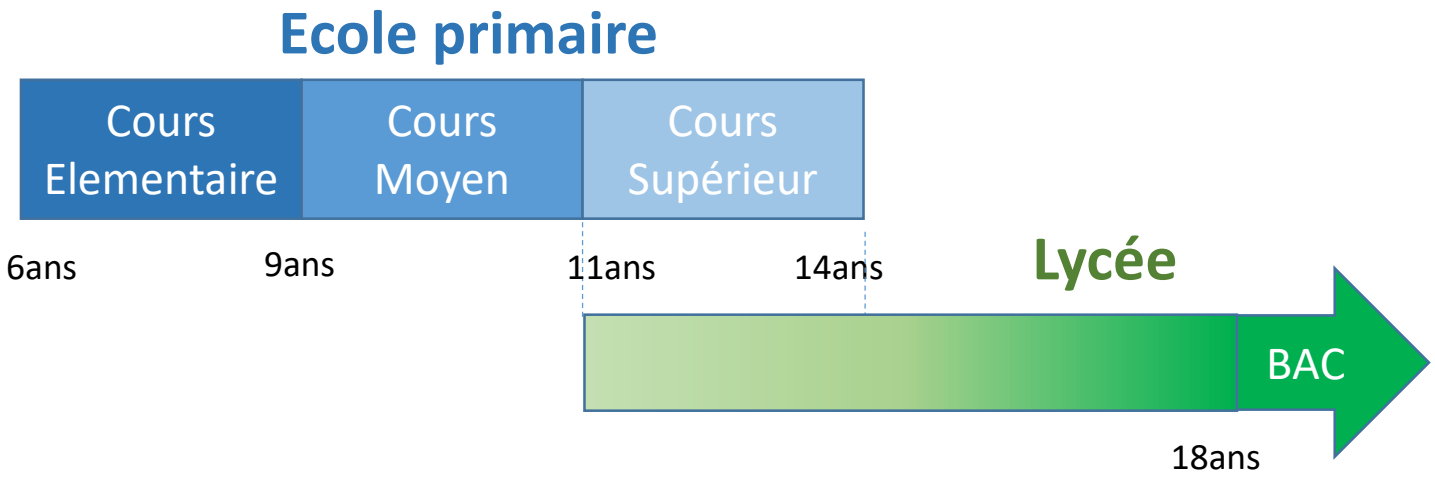
Des jours sombres aux lendemains de la Libération

(1940-1945)

L’ école des jours sombres

Les difficultés de l’école au début de la guerre

Avant la guerre, une école assez différente de maintenant



La scolarité c'est donc essentiellement l'école primaire. Le « collège » n'existe pas et 4% seulement des jeunes d'une classe une classe d'âge poursuivent leurs études jusqu'à l'obtention du baccalauréat.

La scolarité primaire est normalement couronnée par un certificat d'étude qui demeure le diplôme essentiel.

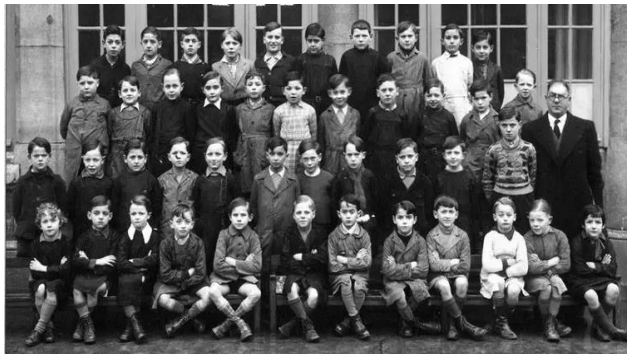
En 1932 « l'instruction publique », qui privilégiait un savoir pratique de base sans empiéter sur le rôle de la famille, avait été remplacé par « éducation nationale » mettant en avant l'égalité, les comportements civiques et laïques, la vie et les activités en commun donc la socialisation.

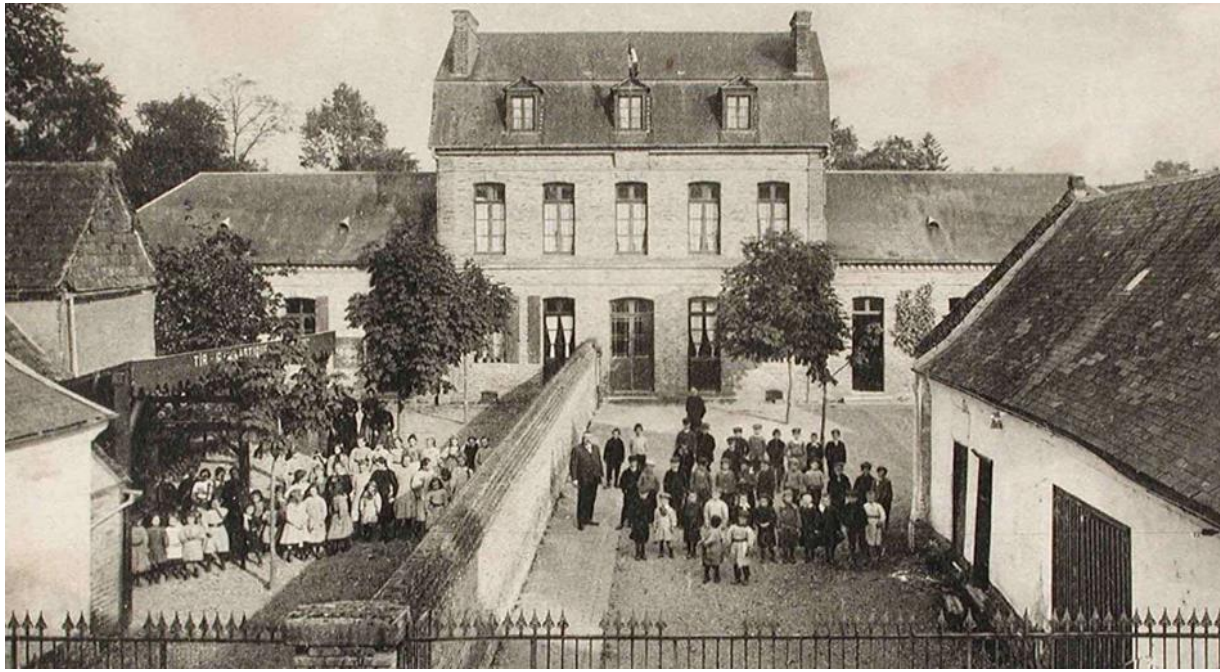
Jean Zay, qui avait voulu gagner le Royaume-Uni en juin 1940 est arrêté, accusé en tant que juif et déserteur, condamné à la déportation puis emprisonné à Riom en 1941 et finalement assassiné par des miliciens en 1944.

Les enfants travaillaient cinq jours sur sept donc la semaine sauf le dimanche et le jeudi.
La rentrée scolaire commençait le 30 septembre.

Il y a encore, en 1939, une nette différenciation entre les filles et les garçons:

Sauf exception dans des écoles de campagne à très petit effectif, les classes n'étaient pas mixtes. Il y avait même souvent des écoles de filles et des écoles de garçons dans de bâtiments ou des établissements séparés.





En 1924 seulement le diplôme du baccalauréat s'ouvre aux jeunes filles leur permettant d'accéder petit à petit à l'université. En 1938, il n'y a que 38% de filles au lycée, dans des classes également séparées.

C'est en 1924 aussi que les programmes scolaires sont les même pour les filles et pour les garçons.

Depuis la guerre de 1914-18 et les difficultés de recrutement masculin, la population enseignante a largement commencé à se féminiser.

Des difficultés rencontrées dès le début de la guerre

La guerre ayant éclaté en septembre 1939, la rentrée et l'organisation scolaire s'en trouvent très perturbées.

Il manque beaucoup d'instituteurs qui, réservistes, sont appelés dans l'armée. On fait appel provisoirement à des non mobilisés: des retraités ou des femmes étudiantes. La rentrée est retardée de 15 jours.

L'important déplacement de population causé par les évacuations du début de la guerre a vidé certaines localités du nord-est de le France d'une partie de leur population tandis que de nombreux villages du Limousin ou du Périgord, par exemple, se trouvent surpeuplés avec des salles bondées ou des locaux de fortune où des élèves déracinés essayent de se réadapter. Pour les Alsaciens, sous le régime du concordat, il faut aussi aménager des cours confessionnels.

Dans les grandes villes menacées de bombardements, des abris sont aménagés mais en nombre insuffisant, ce qui amène à organiser des roulements un jour sur deux pour limiter le nombre d'élèves présents ou à inciter les parents à placer les enfants dans de la famille à la campagne.

Après l'offensive allemande et la débâcle de mai 1940, l'exode des réfugiés vide encore plus les écoles dans le nord de la France tandis que le sud doit faire face à un afflux massif de population entrainant des problèmes accrus de scolarisation.

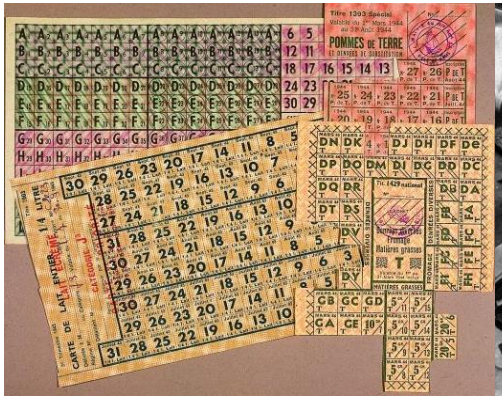
Les victimes civiles et militaires et surtout les deux millions de soldats prisonniers posent des problèmes familiaux, fait considérablement augmenter le nombre d'orphelins et la nécessité de les recueillir et de continuer à les scolariser.

Après l'annexion de l'Alsace et de la Moselle par le Reich toutes les familles ne repartent pas dans leur régions natales, et des écoliers transplantés provisoirement sont destinés à rester mais deviennent suspects auprès des autorités allemandes.

Il y a aussi les enfants ou familles réfugiés d'autres pays, les espagnols républicains depuis le printemps 1939, les juifs allemands, tchèques ou allemands discriminés fuyant le régime nazi.

Des enfants juifs vont ensuite rester cachés toute la guerre, surtout dans les campagnes ou ils seront scolarisés sous de faux noms ou avec la complicité des enseignants.

Dès le début de la guerre, des problèmes d'approvisionnement se font sentir dans le pays, mais c'est à partir de juin 1940 que les pénuries commencent à s'aggraver, surtout dans les villes.



Cela touche par conséquence les cantines scolaires. Le problèmes de nutrition dans les établissements solaires et dans les familles, avec des rationnements obligatoires, deviennent chroniques avec des répercussions sur la santé des jeunes.

	Ration quotidienne	1940	1941	1942	1943	1944
Enfants de moins de 3 ans	Pain Lait	100 g 3/4 l	100 g 3/4 l	100 g 3/4 l	100 g 3/4 l	100 g 3/4 l
Enfants de 3 à 6 ans et vieillards de plus de 70 ans	Pain Lait	200 g 1/2 l	200 g 1/2 l	200 g 1/2 l	200 g 1/2 l	225 g 1/2 l
Enfants de 6 à 13 ans et adultes de 21 à 70 ans	Pain Lait (pour les 6-13 ans)	300 à 350 g 1/4 l	275 g 1/4 l	275 à 300 g 1/4 l	275 à 300 g 1/4 l	300 g 1/4 l
Travailleurs de force	Pain Lait supprimé	500 g	400 g	350 g	350 g	350 g
Adolescents de 13 à 21 ans et agriculteurs	Pain Lait supprimé	500 g	400 g	400 g	350 g	375 g

Les griefs et intentions du nouveau Régime

L’ effondrement de la IIIème République et le nouveau régime

Après avoir traversé l’épisode de la drôle de guerre et subi la Blitzkrieg en mai 1940, L’armée française, en complète déroute, semble vaincue, en juin 1940. Dans le désarroi le plus total, l’assemblé confie le pouvoirs au Maréchal Pétain qui demande aussitôt l’armistice.
La conséquence est l’occupation d’une moitié du pays par les troupes allemandes tandis qu’une zone dite libre est gérée depuis Vichy sous l’autorité de Pétain.
Dans les deux zones les corps intermédiaires sont laissés à l’administration française en place comme la gendarmerie, la justice ou tout le système éducatif.
Dans les zones annexées de la Moselle et de l’Alsace, les écoliers, désormais allemands, subissent la langue, les méthodes et les programmes scolaires du Reich.

Un lobby pour changer l'école et des personnalités réactionnaires depuis les années 1920

Depuis longtemps il y a en France des mouvements très hostiles la IIIème république soupçonnée de laxisme, d'instabilité, de pacifisme et de mollesse face aux étrangers ou aux juifs, Il est incarné notamment par Charles Mauras et ses publications dans l'Action Française.

Dixième Année. — N° 4 Mars 1929

Cahiers
du
Cercle Fustel de Coulanges

GEORGES CANTECOR
Fondateur

J. DELVOLVÉ ..... La philosophie de l'éducation française.
H. BOEGNER ..... A propos de l'individualisme.
M. BLANC et A. JOUSSAIN Discussion, Enseignement littéraire et esprit révolutionnaire.

Glanes — Livres — Chronique

23, Rue du Dragon — PARIS (6e)

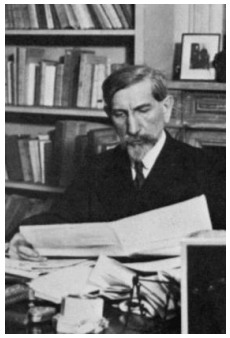
En 1926 est crée le Cercle Fustel de Coulanges qui regroupe des théoriciens de l'éducation, des philosophes des professeurs d'histoire et des universitaires tels Georges Cantecor, Henri Boegner, Albert Rivaux ou Louis Dunoyer de Segonzac, Ils ont fondé une revue pédagogique du même nom qui prône le patriotisme, l'enseignement concret et remet en cause l'histoire républicaine telle qu'elle est présentée et l'école unique universaliste.

S'adjoignent aussi des militaires qui veulent un rapprochement avec les instituteurs et souhaitent une jeunesse plus saine, préparée et patriotique.
Il s'agit de grandes figures comme le maréchal Lyautey, académicien, le général Weygand (membre du CFC, auteur de *Comment élever nos fils* , général en chef en juin 1940 *et* futur ministre sous Vichy) et le maréchal Pétain lui-même qui écrit de nombreux articles sur l'éducation et qui, ministre de la guerre en 1934 aurait souhaité l'Education nationale.
Ils sont soutenus par des instituteurs anciens combattants ou réservistes.

Henri Boegner

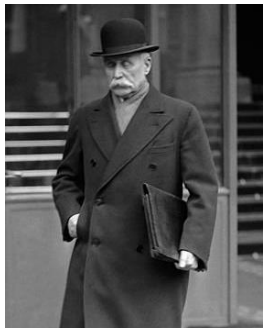
Albert Rivaud

Louis Dunoyer


Charles Mauras

Hubert Lyautey

maxime Weygand

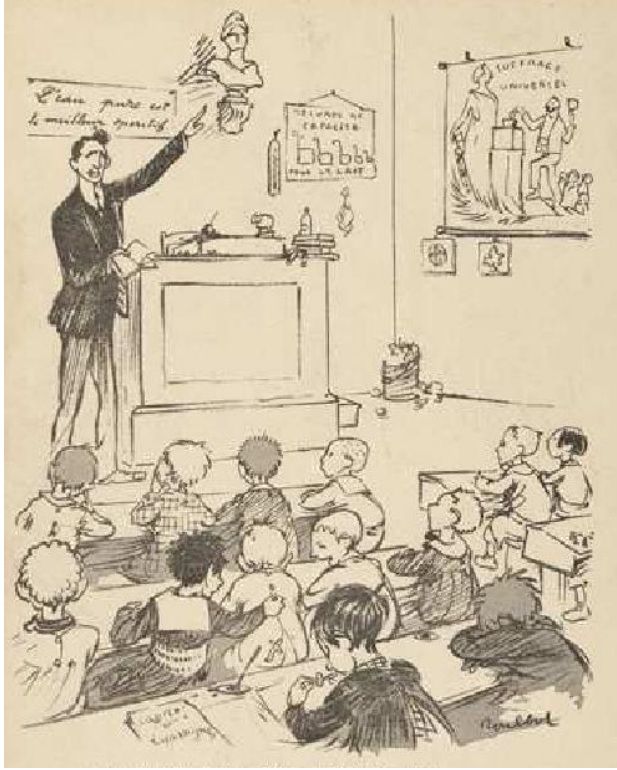

Philippe Pétain

Les critiques du système éducatif

Les critiques du système sont donc assez anciennes:

- Elles sont liées à une méfiance envers la République universaliste et le système parlementaire où les députés sont souvent jugés corrompus, hésitants, querelleurs, sans cap donc incapables.
- Elles sont aussi liées à cet esprit Dreyfusard qui serait favorable au juifs et trop bienveillants, accueillants et pas assez protecteurs.

L'éducation sous la IIIème République serait soit disant imprégnée de ces défauts et essaierait de les inculquer aux jeunes avec en plus une trop grande laïcité prise pour de l'athéisme.



Le système éducatif serait donc trop égalitariste sans tenir compte des individus, voulant instruire les masses et classes populaires en nombre dans une « école unique » commune et indifférenciée. Les classes populaires, ouvrières et urbaines sont déjà jugée suspectes et dangereuses car elles pourraient par un mauvais enseignement devenir plus lucides, critiques et déclencher des révolutions nuisibles au bon fonctionnement du pays. En revanche les campagnes et les familles rurales, sont estimées stables, traditionnelles, simplement de bon sens et loyales.

Hors mis les divergences conceptuelles, Il y a aussi des critiques structurelles sur l'organisation elle-même du monde enseignant.
Les instituteurs auraient été formés sur le même moule dans les écoles normales de formation à leur futur métier, Ils auraient été de ce fait endoctrinés. Les méthodes pédagogiques seraient trop théoriques, intellectuelles, et les programmes trop lourds et encyclopédiques.

Les membres de l'éducation nationale, défenseurs du pacifisme, mais mobilisés en 39 et souvent gradés en tant qu'officiers ou sous-officiers seraient par leur manquent de préparation et de pugnacité en partie responsable de la défaite.

Les détracteurs acceptent difficilement que La majorité du corps enseignant soit à gauche et soit influencée par les idées socialistes et progressistes ou maçonniques.
Les instituteurs, qui sont les plus nombreux sont organisés en syndicats dont le très puissant SNI (Syndicat National des Instituteurs) qui est proche de la CGT et des idées communistes, ce qui parait insupportable pour certains.

Les nouvelles mesures pour l’éducation dans le cadre de la « Révolution Nationale »

Remise au pas et épuration du personnel

Les instituteurs étant jugés responsables de la déroute du régime, des purges et remises au pas sont décidées:

-Albert Rivaud, du Cercle Fustel de Coulanges, devient ministre;

-La plupart des recteurs et inspecteurs sont révoqués, ou déplacés et remplacés;

-En juillet 1940, des enquêtes déterminent quels instituteurs étaient membres du PCF ou de la SFIO pour être, à l'automne, sont soit mis à la retraite d'office soit purement révoqués;

-Il en va de même pour ceux qui appartiennent aux sociétés secrètes comme la Franc-maçonnerie ou à la religion juive.

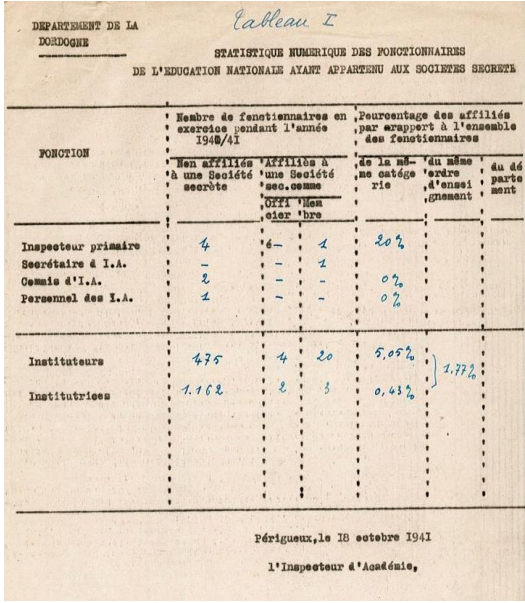
Cependant, ces mesures ne sont pas trop sévèrement appliquées car il manque déjà beaucoup d'instituteurs et ils sont seulement mutés loin de chez eux.

-En septembre 1940, les écoles normales sont supprimées. Elles sont transformées en Instituts de formation professionnelle. Les élèves-maîtres y effectuent des stages trimestriels techniques ou agricoles pour les hommes et ménagers pour les femmes.

Le recrutement de femmes mariées dans le secteur public est interdit

-En novembre 1940, le Syndicat National des Instituteurs et la Ligue de l'Enseignement sont dissous.

-La loi du 4 octobre 1941 interdit la grève. Toute manifestation est interdite et les négociations ne peuvent se faire que par groupements de métiers où est représentée toute la hiérarchie.



DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE

Tableau I

STATISTIQUE NUMERIQUE DES FONCTIONNAIRES DE L'EDUCATION NATIONALE AYANT APPARTENU AUX SOCIETES SECRETE

FONCTION	Nombre de fonctionnaires en exercice pendant l'année 1940/41			Pourcentage des affiliés par rapport à l'ensemble des fonctionnaires		
	Non affiliés à une Société secrète	Affiliés à une Société sec. comme		de la même catégorie	du même ordre d'enseignement	du département
		Officier	Membre			
Inspecteur primaire	4	6	1	20 %		
Secrétaire d'I.A.	–	–	1			
Commis d'I.A.	2	–	–	0 %		
Personnel des I.A.	1	–	–	0 %		
Instituteurs	475	4	20	5,05 %	1,77 %	
Institutrices	1.162	2	3	0,43 %		

Périgueux, le 18 octobre 1941

l'Inspecteur d'Académie,

Un changement de décor voué au chef

-La cérémonie du drapeau a lieu, deux fois par semaine et les élèves sont conviés à chanter quotidiennement le chant *Maréchal nous voilà*, en classe.

-Le buste de Marianne dans les établissements publics est remplacé par celui du Maréchal.

-Le portrait du Maréchal se doit d'être affiché dans les classes au-dessus du bureau de l'instituteur.

-Des discours du maréchal à la radio sont retransmis dans les salles de classe et retranscrits sous forme d'affiches.

-D'anciens manuels scolaires sont interdits et remplacés progressivement pas de nouveaux. Des fascicules à la gloire du Maréchal sont édités ainsi que des abécédaires illustrés.

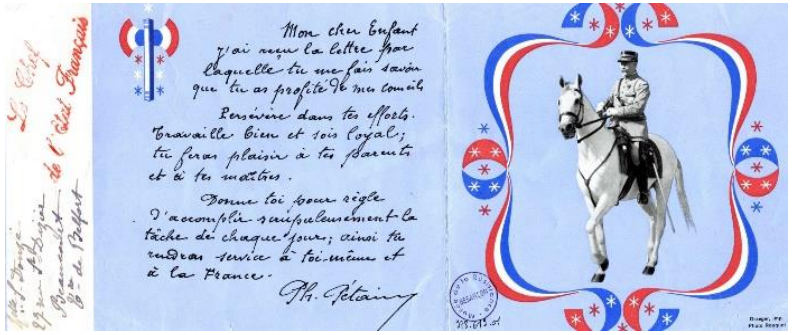
Du matériel scolaire à son effigie sont produits et des « bons points du Maréchal » sont donnés aux élèves méritants.

Participation et mobilisation des élèves

L'objectif des nouveaux dirigeants est aussi de remobiliser et fidéliser la jeunesse par des actions ou des implications personnelles ou collectives.

Dans toutes les écoles les élèves, le matin, doivent chanter le refrain: « Maréchal, nous voilà! Devant toi le Sauveur de la France… »

Un concours de dessins à l'intention du Maréchal est organisé dans les écoles à l'occasion de la fête de Noël de l'année 1940. Pétain y répond parfois personnellement ou fait envoyer des cartes de remerciement.



Plus tard, les enfants de 7 à 15 ans sont invités à des concours de rédactions sur des sujets très orientés comme en 1944 « Pourquoi l'Europe s'est-elle unie à faire des pour combattre le bolchevisme? »

Les maîtres sont priés d'organiser des promenades sur des lieux historiques, d'aller faire découvrir des monuments et le terroir où les élèves vivent.

En 1941, un autre type de concours propose de décorer les salles de classe sur le thème : « La France que nous aimons. » en représentant par exemple la vie des « grands français », et principalement celle du maréchal Pétain. Des ouvrages réalisés par les écoliers découlent des « expositions publiques ».

Dès l'été 1941, des campagnes pour lutter contre la pénurie sont organisées. Par exemple, les écoliers et leur instituteur sont sollicités pour éliminer les doryphores dans les champs de pommes de terre, ou encore pour ramasser des fruits sauvages.

On fait participer les jeunes aux œuvres du Secours national, de la Croix-Rouge française et des comités d'assistance aux prisonniers de guerre. A l'occasion des préparatifs des fêtes de Noël, les écoliers sont mobilisés en faveur des sans-abris ou prisonniers en leur écrivant, en récoltant des dons ou en envoyant des colis.

André Montagnard et Charles Courtioux, 1941.

Une flamme sacrée
Monte du sol natal
Et la France enivrée
Te salue, maréchal !
Tous tes enfants qui t'aiment
Et vénèrent tes ans
À ton appel suprême
Ont répondu « Présent ! »

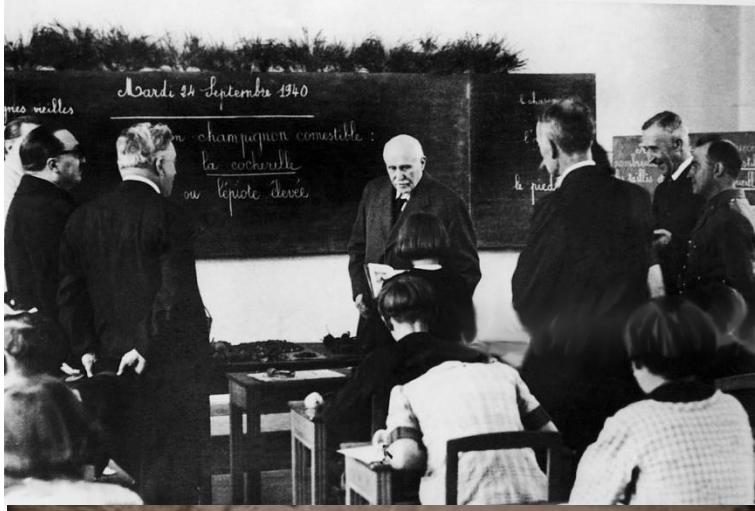
Refrain
Maréchal, nous voilà !
Devant toi le sauveur de la France,
Nous jurons, nous tes gars,
De servir et de suivre tes pas.
Maréchal, nous voilà !
Tu nous as redonné l'espérance
La Patrie renaîtra !
Maréchal, maréchal, nous voilà !

Tu as lutté sans cesse
Pour le salut commun ;
On parle avec tendresse
Du héros de Verdun.

En nous donnant ta vie,
Ton génie et ta foi,
Tu sauves la patrie
Une seconde fois :

Quand ta voix nous répète
Afin de nous unir :
« Français, levons la tête,
Regardons l'avenir ! »
Nous, brandissant la toile
Du drapeau immortel,
Dans l'or des étoiles
Nous voyons luire un ciel :

La guerre est inhumaine,
Quel triste épouvantail !
N'écoutons plus la haine,
Exaltons le travail ;
Et gardons confiance
Dans un nouveau destin
Car Pétain c'est la France,
La France, c'est Pétain !



Jeunesse et sport

Dans la droite ligne du fascisme italien, le nouveau régime relance l'éducation physique qui doit donner le goût de l'effort, forger la cohésion et préparer les jeunes à obéir et à aimer l'action.

Un Commissariat Général à l'Éducation Sportive dirigé par le célèbre tennisman Jean Borotra est créé puis, en octobre 1940, un Ministère de la Jeunesse et de la Famille.

Une place importante y réservée dans les emplois du temps scolaires, jusqu'à 9h par semaine.

On supprime certaines fédérations peu dociles, on met en place une Quinzaine Impériale Sportive en métropole et dans les colonies qui sont l'occasion de défilés et de cérémonies nationalistes.

En 1941, une Charte des Sports promulgue le coté polyvalent, le non professionnalisme et la doctrine chevaleresque.

L'enseignement de L'éducation physique et sportive repose largement sur la « méthode naturelle » de Georges Hébert qui veut reproduire, sans excès, les gestes comme la course, la nage, le saut ou le grimper. Il est adapté de façon plus gymnique et rythmique aux filles.

Des « chantiers jeunesse », des associations sportives, chrétiennes de la jeunesse, sur le modèle du scoutisme, préparent de futures élites.

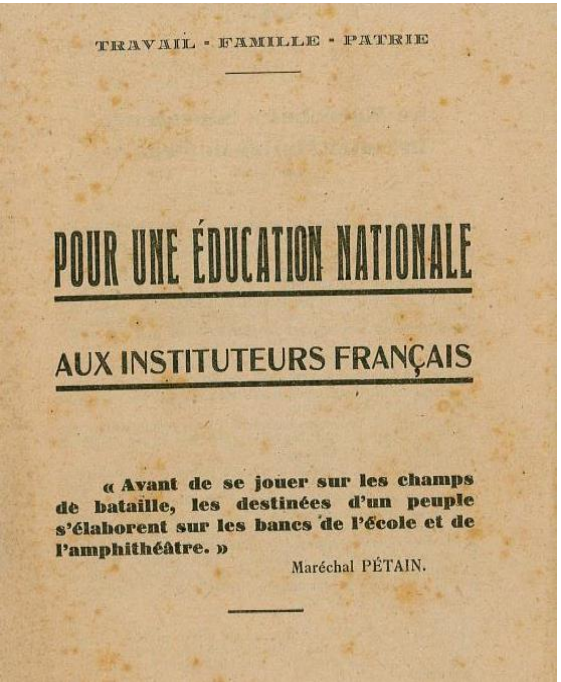
Des programmes scolaires axés sur le concret et la morale

En décembre 1940, le ministère de l'Instruction publique publie des programmes de morale inspirés de la devise "travail, famille, patrie »

Les programmes sont simplifiés, «dépouillés de leur «caractère encyclopédique et théorique » avec une éloge de la simplicité, du bon sens et de l'ignorance volontaire de tout ce qui est jugé inutile ou superflu.

LE TRAVAIL	LA FAMILLE	LA PATRIE
Le devoir du travail	Son importance sociale et morale	Les devoirs qu'elle impose
L'amour du travail	Le respect de la famille	L'esprit de sacrifice
La conscience professionnelle	Devoirs des parents et des enfants	La nation
L'esprit de solidarité	Devoirs réciproques des époux	L'Etat et son autorité
La propriété et le travail	Le problème de la natalité	La liberté de l'individu et ses devoirs civiques

Pour compléter les cours de Morale, des cours de religion chrétienne sont proposés en option et largement favorisés dans les écoles privées confessionnelles. Des cours d' enseignement ménager deviennent obligatoires pour les jeunes filles.


TRAVAIL - FAMILLE - PATRIE

POUR UNE ÉDUCATION NATIONALE

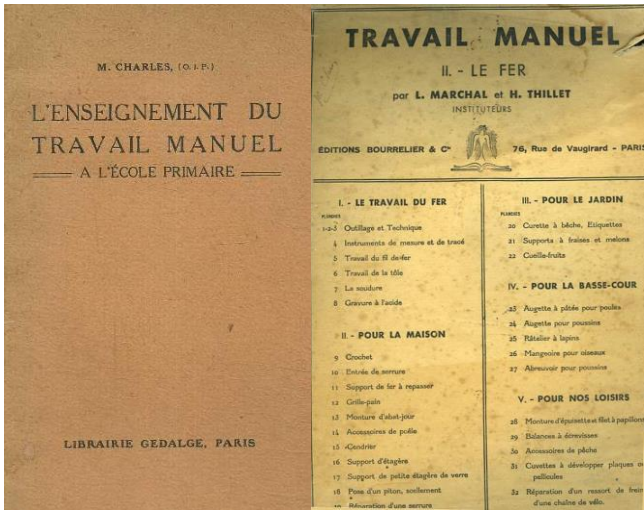
AUX INSTITUTEURS FRANÇAIS

« Avant de se jouer sur les champs de bataille, les destinées d'un peuple s'élaborent sur les bancs de l'école et de l'amphithéâtre. »

Maréchal PÉTAIN.

En histoire, la coupure de la Révolution française est atténuée, la monarchie revalorisée ainsi que des grandes figures illustres du passé national. Une place de choix est donnée à l'histoire et à la géographie locales.

Le Travail manuel, technique et professionnel est réorganisé et vanté. La figure de l'artisan, comme le paysan, attaché au savoir-faire et aux traditions de son métier et de son terroir est considérée comme fondamentale et doit servir d'exemple.


M. CHARLES, (O. I. P.)

L'ENSEIGNEMENT DU TRAVAIL MANUEL

A L'ÉCOLE PRIMAIRE

LIBRAIRIE GEDALGE, PARIS

TRAVAIL MANUEL

II. - LE FER

par L. MARCHAL et H. THILLET

INSTITUTEURS

ÉDITIONS BOURRELIER & Cie 76, Rue de Vaugirard - PARIS

I. - LE TRAVAIL DU FER

II. - POUR LA MAISON

III. - POUR LE JARDIN

IV. - POUR LA BASSE-COUR

V. - POUR NOS LOISIRS

Résister à l’école

L’inertie et la mauvaise volonté de certains enseignants

Les raisons d'une assez forte inertie des enseignants

Par solidarité avec leurs collègues révoqués ou mutés pour raison syndicale, politique ou religieuse;

Par raison idéologique face à ce régime d'extrême droite réactionnaire;

Par rejet de l'occupation allemande et d'un régime qui s'y compromet;

Par attachement à l'universalisme et aux valeurs civiques et à l'égalitarisme;

Par leur formation dans les écoles normale républicaines et gênés de changer les habitudes prises;

Préoccupés surtout par la sauvegarde et l'accueil des enfants quels que soient leur situation, leur vécu ou leur origine;

Peu enclins à subir des contraintes importantes dans l'organisation et la mise en scène des classes;

Par manque de moyens financiers ou matériels pour aménager les écoles, fournir le papier ou les nouveaux livres du aux pénuries.

Nombreux sont les enseignants qui, outre leur mauvaise volonté à appliquer les réformes de la « Révolution Nationale », ne cachent pas auprès de leurs élèves leur opposition au régime de Vichy et aux occupants comme en Dordogne Marguerite Patrouilleau, directrice d'école, qui critique les allemands en classe, L'abbé Sigala qui fait ôter le portrait du maréchal de sa classe ou Marie Rigoulet qui fait chanter la Marseillaise au lieu de l'hymne au maréchal.

Les débuts d'oppositions critiques issues du corps enseignant

Dans les milieux intellectuels dont font partie les enseignants, certains commencent à prendre des positions critiques envers le nouveau régime et ses réformes et vont compter parmi les pionniers de la Résistance. Si la majorité des instituteurs en place d'appliquer à minima les mesures de Vichy, le contact d'une autre personne ou un choc émotionnel lors d'une arrestation les amène a prendre des positions plus marquées.

Marc Bloch, un des historiens les plus connus de l'époque écrit secrètement en 1940 « l'étrange défaite » puis, progressivement mis à l'écart en tant que juif, il entre dans la clandestinité et s'engage dans la résistance. Jean Guéhenno, agrégé d'histoire-géographie, est membre d'un comité national des écrivains sui refusent la censure. Gustave Monod, inspecteur de l'académie de Paris, refuse d'appliquer les loi antisémites et est mis à pied.

Dès 1940-1941, en région parisienne, Raymond Burgard, professeur de français, commence à rédiger des tracts et affichettes et, avec des collègues. Des enseignants chercheurs du musée de l'Homme se concertent également pour savoir comment s'opposer.

En zone Sud, François de Menthon professeur de droit à Lyon commence à réunir clandestinement des enseignants du secondaire, Martial Brigouleix, professeur, révoqué à Tulle, se rapproche d'Edmond Michelet pour commencer à rédiger des tracts, Jean-Jacques Chapou, professeur révoqué également, fonde un syndicat clandestin à Cahors.

Maxime Roux, inspecteur d'Académie en Dordogne s'est fait lui aussi son opinion même si, tenu par le devoir de réserve, il ne s'engagera dans la Résistance et la clandestinité que plus tard en 1944.

Les entrées d’enseignants dans une résistance active

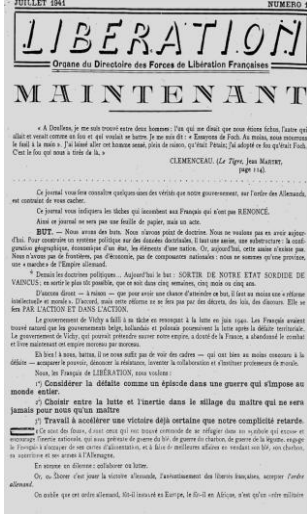
L'implication dans la constitution de réseaux de résistance

Des enseignants sont souvent à l'origine de grands réseaux de résistance.
Les précurseurs du musée de l'homme constituent un des premiers grand réseau de Résistance qui se déploie en France.

Jean Cavaillès, de l'Ecole Normale Supérieure, est un des fondateurs du mouvement « Libération-Nord », en zone occupée, tandis que Lucie Aubrac, agrégée d'histoire-géographie devient une responsable de « Libération-Sud ».

Les professeurs François de Menthon et Pierre-Henri Teitgen sont des chevilles importantes du réseau « Combat ».

En Dordogne, plusieurs enseignants sont aussi à l'origine de certains réseaux de résistance:
Raymond Boucharel, instituteur révoqué de Nontron, y fonde la branche du mouvement Libération.
André Boissière, enseignant à Périgueux, développe la branche Combat et celle du réseau NAP (noyautage des administrations publiques) avant de devenir un des chefs de l'Armée Secrète.


JUILLET 1941 NUMERO

LIBERATION

Organe du Directoire des Forces de Libération Françaises

MAINTENANT

« A Doullens, je me suis trouvé entre deux hommes : l'un qui me disait que nous étions fichus, l'autre qui allait en venant comme un fou et qui voulait se battre. Je ne sais dit : « Emmenez de Foch. Au moins, nous mourrons le fusil à la main ». J'ai laissé aller cet homme sensé, plein de raison, qu'était Pétain; j'ai adopté en fou qu'était Foch. C'est le fou qui nous a tirés de là. »

CLEMENCEAU. (*Le Tigre*, Jean Martet, page 114).

Ce journal vous fera connaître quelques-uns des vérités que notre gouvernement, sur l'ordre des Allemands, est contraint de vous cacher.

Ce journal vous indiquera les tâches qui incombent aux Français qui n'ont pas RENONCÉ.

Ainsi ce journal ne sera pas une feuille de papier, mais un acte.

BUT. — Nous avons des buts. Nous n'avons point de doctrine. Nous ne voulons pas en avoir aujourd'hui. Pour construire un système politique sur des données doctrinales, il faut une assise, une substructure : la configuration géographique, économique d'un état, les éléments d'une nation. Or, aujourd'hui, cette assise n'existe pas. Nous n'avons pas de frontières, pas d'économie, pas de composantes nationales : nous ne sommes qu'une province, une « marche » de l'Empire allemand.

Demain les doctrines politiques... Aujourd'hui le but : SORTIR DE NOTRE ETAT SORDIDE DE VAINCUS ; en sortir le plus tôt possible, que ce soit dans cinq semaines, cinq mois ou cinq ans.

D'autres disent — à raison — que pour avoir une chance d'atteindre ce but, il faut au moins une « réforme intellectuelle et morale ». D'accord, mais cette réforme ne se fera pas par des décrets, des lois, des discours. Elle se fera PAR L'ACTION ET DANS L'ACTION.

Le gouvernement de Vichy a failli à sa tâche en renonçant à la lutte en juin 1940. Les Français avaient trouvé naturel que les gouvernements belge, hollandais et polonais poursuivent la lutte après la défaite territoriale. Le gouvernement de Vichy, qui pourrait prétendre sauver notre empire, a trahi de la France, a abandonné le combat et livre maintenant cet empire morceau par morceau.

En bref à nous, hélas, il ne nous suffit pas de voir des cadres — qui ont bien au moins conscience à la défaite — acquérir le pouvoir, dénoncer la réforme, inventer la collaboration et instituer proliférer de trouble.

Nous, les Français de LIBÉRATION, nous voulons :

1°) **Considérer la défaite comme un épisode dans une guerre qui s'impose au monde entier.**

2°) **Choisir entre la lutte et l'inertie dans le sillage du maître qui ne sera jamais pour nous qu'un maître**

3°) **Travail à accélérer une victoire déjà certaine que notre complicité retarde.**

« Ce sont des fonts, d'ont ceux qui ont trouvé commode de se réfugier dans un « abri qui excuse et encourage l'inertie nationale, qui nous prétexte de guerre du blé, de guerre du charbon, de guerre de la légume, engage le Français à s'occuper de son cuvre d'alimentation, et à lire de meilleures affaires en vendant son blé, son charbon, son nourriture et ses armes à l'Allemagne.

Et ainsi on dilemne : collaborer ou lutter.

Or, ou Dieur c'est jouer la victoire allemande, l'anéantissement des libertés françaises, accepter l'ordre allemand.

On oublie que cet ordre allemand, lié-il instauré en Europe, le fit-il en Afrique, n'est qu'un « ordre militaire

combat

Supplément du numéro Novembre 1942

VERS LA VICTOIRE

Dans le mois de 11, au 12 novembre, nous avons vu défiler les premiers contingents libérés et diriger vers le Sud. Des contingents de vaisseaux — et ce qui le portaient sur leur vingt et sur leurs adversaires.

Car ces soldats marchent vers la défaite et nous marchons vers la victoire

Ils ont perdu l'initiative du combat. Ils ne peuvent plus que ralentir avec quelque intérêt contre les nouveaux des Alliés.

La France Combattante s'accroît de toute notre Afrique du Nord. Un grand chef de guerre, le Général Giraud, reprend sa place dans la bataille.

Résultat sur résultat. C'est par Casablanca, par Oran, par Alger que s'alimentent les batailles. Par les plus ancrées lignes de communication.

Ces bases, dont nous avons créé et nourrissons qu'elles ne soient limitées à l'avenir, sont maintenant des bases de départ pour l'armée de l'Axe sur la différence de la France.

Pour nous, **la résistance continue, la bataille commence.**

Nous devons nous préparer à prendre le relais à nos camarades des F.F.L. dans Afrique. Nous devons créer encore sous le commandement des forces armées. Plus le délai sera court, plus près nous serons de la libération.

La F.N.U. va continuer la guerre. Nous la faisons. Nous le proclamons tout l'ordre sur chacun. Et nous vaincrons.

Depuis deux ans

Deux ans de révolution nationale. Deux ans d'abandon, d'enfance à l'autorité, de lâcheté, de trahison.

L'Alsace-Lorraine, la cold-bourbon, l'enlèvement, le mépris, et aujourd'hui l'occupation.

Pétain qui fait crever le sang français contre la libération. Pétain qui plaint à l'allié et pas à l'ennemi. Pétain Quisling est un traître. Pendant deux ans, il a détourné tous de Français de leur devoir.

De Gaulle lui nous avait dit : « Continuez la lutte ».

A la liberté et au mensonge de Pétain, il a opposé la voie du courage, du sacrifice...

Il nous conduit à la Victoire.

VIVE DE GAULLE.

VIVE LA FRANCE.

Consignes

Quelles que soient les épreuves, l'organisation tiendra comme elle a tenu en une fois et en cette occupée depuis deux ans.

COMBAT reste la voix du pays.

Plus que jamais, lors le et faites le circuler. Qu'il reste le lien entre nous et que ce lien ne rompe encore.

Soyez disciplinés. Vos chefs directs sont les hommes de de Gaulle? Faites-leur confiance.

Les décisions militaires peuvent avant tout. Tu-centre : nous vous renseignerons sur l'essaye. Etudie et préparez l'attaque de ses objectifs.

Jean Cavailllès

Lucie Aubrac

François de Menthon

Pierre-Henri Teitgen

Raymond Boucharel

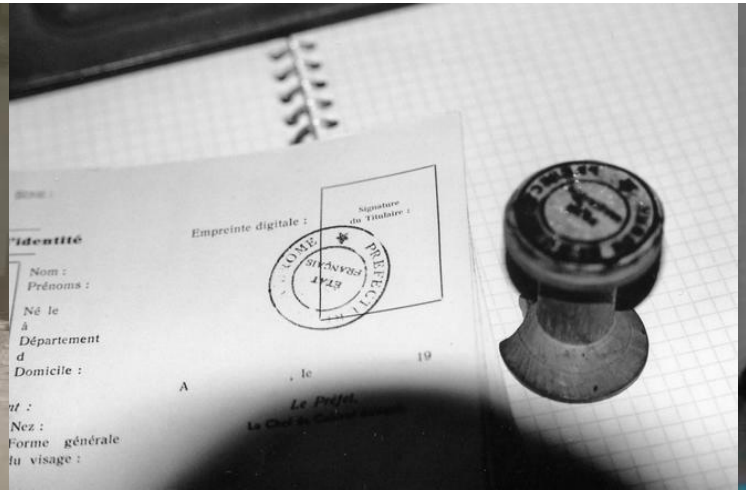
André Boissière

Des « Légaux », enseignants résistants discrets mais efficaces

La plupart des personnes qui s'engagent dans une forme de résistance et d'opposition, du moins avant 1943, continuent leurs activités professionnelles normales. C'est le cas de nombreux enseignants. Dans le cadre de leur fonction, ils essayent d'atténuer les misères de la guerre ou de ne pas appliquer les consignes pétainistes, Ils cachent ou aident des enfants réfugiés, en particulier des enfants juifs. Certains comme les époux Grand, directeur d'école et institutrice, convoient des messages, documents ou matériel, d'autres comme à Terrasson les instituteurs André Goumet, agent de liaison et Marie Michelet qui héberge un temps des aviateurs américains.

De part leur métier et leur maitrise de l'écriture ils sont aptes à la rédaction de textes, pour des tracts, des journaux, ou des rapports et narrations des évènements comme à la fin de la guerre comme Réné Delmas, instituteur à Terrasson également ou Marie Mialhe institutrice à Sainte-Marie-de-Chignac.

Mais surtout, les instituteurs étaient aussi, très souvent, secrétaires de mairie. La loi les autorisaient à cumuler les deux fonctions, Cela leur permettait de surveiller le courrier, de gérer les tickets de rationnement, de confectionner de faux documents. Tel est le cas de Roger Barnalier, alias Régine, instituteur et secrétaire de mairie à Paunat, un personnage important du réseau Combat et de l'AS,



L'implication dans les maquis

A partir de 1942, la Résistance se tourne de plus en plus vers la lutte armée. Après l'invasion que subit l'URSS, les communistes sont résolus à combattre en formant les FTP (francs Tireurs Partisans). Depuis l'invasion de l'occupation de la zone libre par les allemands et l'aide des Britanniques par les parachutages se constituent aussi les groupes gaullistes de l' Armée Secrète.

Georges Guingouin

Les enseignants avaient l'habitude de gérer des groupes, d'avoir de l'autorité sur des jeunes et le plupart d'entre eux étaient par leur formation réservistes dans l'armée et avaient combattu jusqu'en juin 1940, Il était donc logique que certains deviennent d'importants chefs de maquis.
Les plus célèbres pour notre région sont Georges Guigouin, un des premiers FTP, qui prend le maquis dans les forêts du Limousin, auteurs de nombreux sabotages et actions de combat et finalement préfet du maquis et libérateur de Limoges en 1944.

En Dordogne, on peut citer Pierre Larrue, instituteur à Ste Alvère, le créateur du premier maquis à Durestal; René Boillet dit Gisèle, un des principaux chefs de l'AS du département puis des FFI en 1944; Antoine Diener dit Ancel instituteur réfugié alsacien, important chef de l'AS dans la région de Vergt, célèbre par ses attaques et un des futurs fondateurs de la Brigade Alsace-Lorraine en 1944-1945.

r

Pierre Larrue

René Boillet (Gisèle)

Antone Diener (Ancel)

Des lycéens et étudiants en résistance

Des écoliers, mais surtout des lycéens et des étudiants, influencés par leurs professeurs, leur entourage ou leurs convictions intimes ont fait également des actes de Résistance.
A Périgueux Claudine Hauswirth, à 15 ans, refuse de chanter l'hymne au maréchal et de faire des dessins ou textes en son honneur, expulsée un temps de l'école, elle devient plus tard agent de liaison. Les lycéens Ralph Finkler et Léon Lichtenberg, réfugiés et scolarisés au lycée de garçons, commencent à coller des vignettes, dessiner des V et des croix de Lorraine et entreront, eux aussi, à 16 ans dans des réseaux de Résistance (MOI), ces jeunes ont pris ensuite le maquis, notamment en 1943 quand le STO est devenu obligatoire à partir de 18 ans.

Ralph Finkler

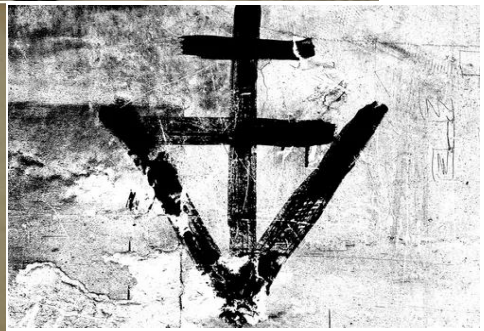
Ailleurs en France, des étudiants avaient osé célébrer l'armistice du 11 novembre à Paris. Des jeunes lycéens et étudiants avaient réussi à rejoindre Londres, pour former les cadets de la France Libre. D'autres résistaient à leur manière, dans chaque ville par des graffitis, Certains élèves se sont particulièrement illustrés comme à Lalande, dans l'Ain, avec de nombreuses arrestations qui lui valent d'être le seul lycée décoré de la médaille de la Résistance.

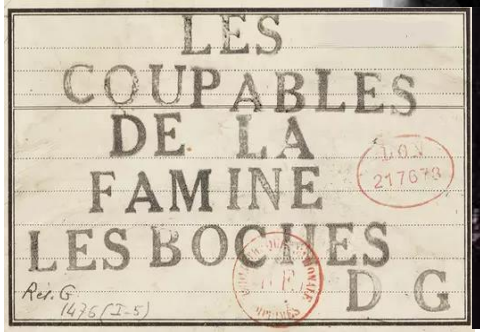
11 novembre 1940

Londres

Léon Lichtenberg

Claudet[illegible]uswirth





Une lourde répression

Il est difficile de dénombrer tous ces enfants, juifs pour beaucoup d'entre eux , écoliers ou lycéens qui ont été déportés et qui pour beaucoup, ne sont pas revenus. Les enfants de la colonie d'Izieux pour cela sont tristement célèbres,

La répression frappe enfin les établissements scolaires dirigés par des institutions religieuses qui par charité avaient aussi de nombreux jeunes réfugiés.

De nombreux lycéens et étudiants ayant rejoint la Résistance organisée tombent sous les coups de la répression, arrestations, tortures, déportations, exécutions, otages comme le devenu célèbre Guy Moquet.

Le monde enseignant, déjà éprouvé par les révocations et les prisonniers de, est également touché par ces formes de répression, auxquelles on peut rajouter les morts dans les différents combats des maquis.

Pour la Dordogne, la liste des victimes serait longue, jeunes écoliers, lycéens, étudiants, instituteurs et professeurs. On peut y rajouter aussi les écoles profanées, incendiées ou en parties détruites comme à Pressignac ou à Rouffignac.

- André Boissière fut arrêté le 18 mai 1943, sur dénonciation, devant ses élèves du cours élémentaire. Interné à Périgueux, Limoges puis Romainville, André Boissière a été fusillé comme otage le 2 octobre 1943 au Mont-Valérien.
- Guy Giraudeau, Etudiant à l'Ecole normale des instituteurs, engagé dans l'AS fut tué au combat le 26 juin 1944 dans les bois de Meyrals.
- Roger Barnalier, instituteur à Paunat, un des chefs de l'AS, fut arrêté par les Allemands à Capdropt, prisonnier à la caserne du 35è RI de Périgueux, puis Compiègne, et finalement renvoyé dans les camps de concentration de Buchenwald et Flossenburg ou il mourut.
- Jacques Giffaut, instituteur à Grives et ancien lieutenant est tué à Belves le 9 août 1944
- Abel Lavialle, instituteur et secrétaire de mairie à Vézac, interpellé et interrogé par les Allemands, essaye de s'enfuir mais est abattu dans un champ le 7 juillet 1944.
- Ginette Marois, institutrice et agent de renseignement, meurt au cours d'une mission le 18 octobre 1944.
- Séverin Blanc, instituteur aux Eyzies, déporté à Mathausen en 1944.
- Pierre Bitarelle, instituteur à Saint-Geyrac arrêté dans sa classe et déporté.
- Jean-Julien Fagetou, instituteur à Sigoulès, arrêté et déporté.
- Jean Laval, durecteur d'école primaire au Bugue, arrêté et emprisonné au fort du Hâ en juin 1944.
- Gabriel Joubert, instituteur et résistant à Beaumont est arrêté en décembre 1943 puis deporté à Buchenwald où il meurt l'année suivante.
- Max Lafaye, instituteur prisonnier puis évadé d'Allemagne, à nouveau en poste à Couze-St-Front,engagé dans l'AS, est arrêté en janvier 1944 puis déporté à Buchenwald puis Dora et bergen-Belsen mais a survécu.
- Marie Delteil, institutrice en retraite et Jacues Deltreil, lycéen furent abattus par les SS à la Roque-Gageac le 26 juin 1944.
- Georges Roques, instituteur et secrétaire de mairie à St-Julien-de-Cremps est fusillé en représailles le 9 août 1944.
- André Pinasseaud, professeur à Ribérac, résistant de l'AS, est déporté à Buchenwald le 26 mars 1944 où il mourut.
- Henri Arlet, de sarlat, étudiant à Toulouse et résistant, est arrêté le 8 novembre 1943, jugé et fusillé.
- Pierre Khantine, ancien élève de l'ENS, professeur de médecine, réfugié à Azerat, est fusillé le 31 mars 1944.
- Laure Gatet, ancienne élève à Périgueux puis professeur à Bordeaux et résistante futt déportée à Auschwitz en janvier 1943 et mourut deux mois plus tard.
- La famille Ackerman, dont le fils était étudiant en médecine, cachés à Montignac, mourut en déportation en 1944.

Les espoirs pour l’après guerre

Les commissions de réflexion

La commission Cathala

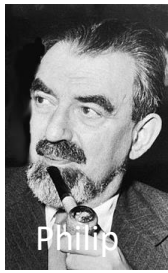
Dès juillet 1942, à Londres, les autorités de la France Libre ont commencé à réfléchir à ce que pourrait être l'instruction publique après la Guerre. René Cassin charge un professeur de Toulouse, venu en Angleterre, Joseph Cathala, de former alors une commission. Réunie 20 fois en plus d'un an elle n' fait que réaffirmer des grands principes généraux et être influencée par le système anglais.

La commission Durry

Fin 1943, à Alger, sous contrôle allié, les généraux Giraud et De Gaulle proposent une nouvelle commission de Réforme de l'enseignement confiée à René Capitant, professeur de Droit et présidée par Marcel Durry, professeur d'histoire préfigure la suppression des classes de primaire supérieures dans les lycée et de réorganiser de manière plus égalitaire et démocratique les filières et faire une part plus importante aux sciences. Ces mesures sont annoncées aussi dans le programme du Conseil National de la Résistance (CNR).

La commission Philip

En novembre 1944, cette fois en France en grande partie libérée, toutes les mesures scolaires à la gloire du Maréchal sont définitivement effacées.
Le Gouvernement Provisoire de la République Française, dans le prolongement de la commission Durry, met en place une nouvelle commission qui commence à travailler sur les problèmes de l'enseignement public et privé. Mais les travaux de la commissions sont concurrencés par un plan fortement inspiré par les communistes.



Le plan Langevin-Wallon et ses conséquences

Le plan qui devait faire suite aux commissions inspirées du CNR, est discuté et construit par Paul Langevin puis Henri Wallon qui sont d'éminents professeurs mais aussi des intellectuels communistes. L'élaboration de ce plan dura deux ans et ne fut publié qu'en 1947.

Il proposait le prolongement de l'obligation scolaire de 14 à 18 ans et la gratuité totale.
Il prévoyait aussi trois cycles: le premier de 6 à 11 ans commun à tous avec un maitre pour toutes les matières, le deuxième cycle de 11 à 15 ans avec des enseignants pour plusieurs matières et troisième de 15 à 18 ans avec des enseignants spécialisés pour chaque matière. Les instituteurs seraient recrutés après le baccalauréat avec remise en place des écoles normales.

Avec les déboires électoraux de la création de la IV République, la démission de De Gaulle et le renvoi des ministres communistes, le plan ne fut finalement pas appliqué mais a servi de référence pendant de nombreuses années.
De fait les structures éducatives ne changèrent pas fondamentalement jusqu'en 1959 mais durent faire face à un afflux plus important d'élèves du à la génération du « baby boom » d'après guerre.

La création de nouvelles structures

Le retour des Ecoles Normales

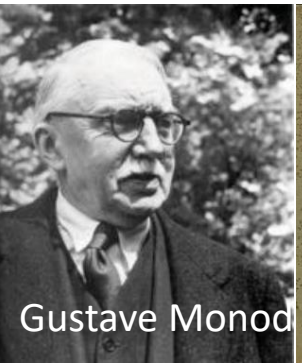
À partir de 1945, les écoles normales d'instituteurs sont donc rétablies, Le recrutement se fait par concours en fin de petite classe de lycée, équivalent à la troisième. Les élèves reçus doivent ensuite passer un baccalauréat adapté et poursuivre par deux années d'étude spécifique, être ensuite stagiaire dans une classe puis titularisés. Les professeurs, eux sont recrutés avec une licence universitaire selon leur discipline.

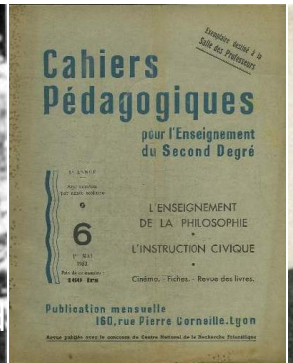
Le Centre National d'Etudes Pédagogiques

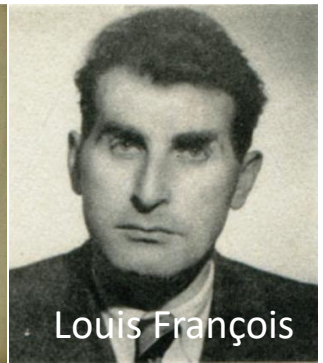
Gustave Monod, ancien directeur de cabinet de Jean Zay en 1936 et recteur de l'académie de Paris, démis de ses fonctions sous Vichy puis Résistant, devient ministre de l'Education Nationale. En attendant le projet de réforme Langevin-Wallon, il crée la revue des « *Cahiers Pédagogiques* » et le Centre International d'Etudes Pédagogiques (CIEP) de Sèvres. G. Monod nomme aussi Louis François, un ancien Résistant déporté professeur d'histoire inspecteur général de l'Instruction Publique. Il met en place l'instruction civique et, plus tard (1959), le concours national de la Résistance.

L'Ecole Nationale d'Administration

Pour palier le manque de courage et la compromission de la haute fonction publique pandant la guerre et pour former de nouveaux cadres capables de redresser et diriger le pays, le Gouvernement Provisoire a ordonné aussi la création de l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) qui voit le jour en octobre 1945.


Gustave Monod




Louis François

La première promotion de l'ENA dite « France combattante » (1946-1947).